

projets d'aide. Si l'économie de ce pays semble vouloir se développer à un rythme encourageant, les défis à relever n'en demeurent pas moins immenses.

Le ministre des Terres et de l'Aménagement du territoire de Sri Lanka, également chargé des travaux d'aménagement du Mahaweli, a effectué une visite au Canada en octobre. Le Canada a affecté 83 millions de dollars à l'aménagement hydro-électrique du bassin du Maduru Oya, réalisé dans le cadre du projet du Mahaweli. Il s'agit à l'heure actuelle du plus important projet canadien d'aide au développement. La visite du ministre de Sri Lanka a permis de mettre en lumière les bonnes relations qu'entretiennent le Canada et Sri Lanka, pays qui se range parmi les modérés au sein du mouvement des non-alignés et qui sait bien défendre les positions du Sud dans le dialogue Nord-Sud.

Le Canada a maintenu à un niveau élevé l'aide au développement qu'il accorde au Népal, au moment où ce pays est sur le point de se doter d'une nouvelle constitution plus libérale. Par ailleurs, en 1980, la Birmanie a apporté à ses politiques de commerce et d'investissement, d'importantes modifications qui ont incité le Canada à redoubler d'efforts pour profiter des débouchés commerciaux qu'offre ce pays.

L'Association des nations de l'Asie du Sud-Est (ANASE)

Les relations qu'entretient le Canada avec les pays membres de l'Association des nations de l'Asie du Sud-Est (Indonésie, Malaisie, Philippines, Singapour et Thaïlande) se sont à nouveau développées et resserrées en comparaison de la position géographique stratégique de ces pays, de leur importance politique croissante et de leur potentiel économique accru, ainsi que des rôles toujours plus grands que ceux-ci sont appelés à jouer dans la région du Pacifique. Les échanges commerciaux bilatéraux entre le Canada et les pays de l'ANASE ont excédé 1,1 milliard de dollars en 1980, soit une augmentation de 37 % par rapport à 1979, mais ce n'est pas là la seule preuve tangible d'un rapprochement. Le Secrétaire d'État aux Affaires étrangères a rencontré les ministres des Affaires étrangères de l'ANASE à la suite de leur réunion annuelle qui a eu lieu à Kuala Lumpur. Il a profité de l'occasion pour signer avec le ministre des Affaires étrangères de la Thaïlande des lettres d'entente marquant le lancement officiel d'un centre d'ensemencement forestier parrainé par le Canada. Parallèlement, les discussions relatives au projet Canada-ANASE sur l'entreposage et le conditionnement du poisson, se sont achevées.

Le fait le plus important à signaler dans les relations Canada-ANASE au cours de l'année a peut-être été le chaleureux accueil réservé par les ministres des Affaires étrangères de l'Association à la proposition formulée par le Canada en vue de la conclusion d'un accord de coopération industrielle et technique qui aurait l'avantage d'accélérer le transfert de la technologie tout en raffermissant les bases de la coopération Canada-ANASE dans la région. À la fin de l'année, une mission canadienne chargée des normes d'électricité s'est rendue dans cinq pays membres de l'ANASE, et à la fin de

l'année, le premier numéro de *Canada-ASEAN*, publication régionale des missions diplomatiques du Canada dans les pays membres de l'Association, était sur le point d'aller sous presse.

Les visites de ministres se sont succédées tout au cours de l'année entre le Canada et les pays membres de l'ANASE, marquant par là l'importance accordée de part et d'autre à la relation. Le Secrétaire d'État aux Affaires étrangères a effectué une visite officielle à Singapour à la suite de sa rencontre avec les ministres des Affaires étrangères de l'ANASE à Kuala Lumpur, le ministre de l'Agriculture a visité les Philippines et l'Indonésie, et le ministre d'État au Commerce s'est rendu dans chacun des cinq pays membres de l'Association. Cinq ministres de pays membres de l'ANASE sont venus au Canada : le ministre des Affaires étrangères de Singapour, M. Dhanabalan, le ministre d'État à la Recherche et à la Technologie de l'Indonésie, le sous-ministre de l'Industrie de la Malaisie, le sous-ministre de l'Énergie des Philippines et le ministre des Communications de Singapour. Plusieurs ministres provinciaux ont effectué des visites dans les pays membres de l'ANASE, dont le ministre albertain de l'Économie et du Commerce international, à la tête d'une mission composée de représentants de onze sociétés pétrolières et gazières, qui s'est rendue en Thaïlande.

L'Asie du Sud-Est est demeurée l'une des régions du monde sur lesquelles est axée une bonne partie de l'aide canadienne au développement. L'Indonésie est toujours le principal bénéficiaire de l'aide canadienne avec des crédits prévus de 300 millions de dollars pour les cinq prochaines années. Par ailleurs, pour l'année financière 1980-1981, la Thaïlande a reçu 11 millions de dollars qui doivent servir principalement à financer des projets d'électrification rurale et de planification familiale. Le Canada a continué d'assurer l'ANASE de l'intérêt qu'il manifeste pour l'aide régionale.

Le nombre des étudiants originaires de la Malaisie, qui fréquentent des écoles canadiennes, a nettement augmenté. Ils étaient au nombre de 8 200 en décembre.

L'intérêt que témoigne le Canada d'assurer la paix et la stabilité en Asie du Sud-Est s'est reflété par la façon dont il appuie les efforts pour trouver des solutions aux problèmes politiques et humanitaires de l'Indochine. La poursuite de cet objectif s'est traduite par une étroite collaboration avec les pays de l'ANASE, en particulier la Thaïlande. Le programme de deux ans dans le cadre duquel le Canada s'est engagé à accueillir 60 000 réfugiés indochinois, a pris fin en 1980. Nombre de ces réfugiés venaient de camps situés dans les pays de l'ANASE, qui leur ont accordé le premier asile. Le Canada a également accepté d'accueillir environ 10 000 nouveaux réfugiés indochinois en 1981. Des contributions de 16,8 millions de dollars ont été versées à des organisations internationales et non gouvernementales pour qu'elles puissent fournir des secours humanitaires aux réfugiés kampuchéens qui se trouvent au Kampuchea, le long de la frontière séparant la Thaïlande du Kampuchea et dans des camps en Thaïlande, ainsi qu'aux Thaïlandais qui ont à souffrir de la situation. Le gouvernement